



DES DIRECTIONS QUI NE DIRIGENT PAS GRAND-CHOSE

Dreyfus, après une période de flottement pendant la grève du 12, a eu par la suite une attitude très déterminée. Le Figaro dit :

« il termine mieux la grève qu'il ne l'a commencée ».

Il aura droit aux félicitations de la bourgeoisie. Parce qu'il l'a bien servie.

Ses buts : briser la révolte des OS, faire aux travailleurs la démonstration que la lutte ne paie pas et que les discussions « responsables » rapportent.

Sa tactique : celle de la main de velours dans un gant de fer. On commence par frapper dur : lock-out, refus de négocier, appel progressif à la reprise usine par usine, licenciements. Puis on retire le gant de fer : on discute, on fait des concessions sur la grille des OS, on revient sur quelques licenciements.

Ainsi la direction n'a pas lock-outé au hasard et n'importe comment. Elle voulait d'abord diviser les travailleurs, mais aussi prévenir toute tentative d'occupation, cela est particulièrement

flagrant pour l'usine de Flins.

Face à une attitude aussi résolue, les directions syndicales n'ont pas su faire face, elles n'ont pas été à la hauteur.

LES DIRECTIONS SYNDICALES NE SE SONT PAS DONNÉ LES MOYENS D'UNIFIER LES TRAVAILLEURS.

Quand ceux du 12 étaient isolés dans l'île, seuls en grève face à la direction, quand le lock-out était annoncé pour les autres, la riposte aurait dû être préparée.

Il fallait d'abord essayer d'étendre la lutte aux plus concernés, à ceux des petites presses du 38. C'est ce que Renault-Rouge a essayé de faire.

Les OS de l'île Seguin sont en grève pour exiger la même chose que nous. Allons en cortège dans l'île pour discuter avec eux, pour lutter ensemble avec eux.

C'est ça qui gênerait la direction dans la situation actuelle.

Pas question d'accepter le lock-out sans rien faire. Nous resterons sur place dans l'usine :

* pour contrôler les stocks et empêcher la direction de les utiliser,

* pour nous réunir et élire un comité de grève.

Il fallait aussi essayer d'étendre la lutte aux autres catégories. Il fallait pour cela consulter les syndiqués, consulter les travailleurs comme cela s'était fait en mai 71 quand les travailleurs avaient choisi l'occupation.

C'est vrai, les travailleurs sont divisés. Et il n'est pas sûr que des tentatives d'extension de la lutte auraient été couronnées de succès. Mais il fallait au moins leur proposer et leur donner les moyens de décider eux-mêmes. Et qu'est-ce qui a été fait ?

Ce n'est qu'au lendemain de l'entrée en application du lock-out que des meetings ont été organisés. La CFDT voulait un meeting central dans l'île. Les dirigeants de la CGT n'en voulaient pas. Alors, chacun a fait des concessions. Il y a eu deux meetings. Mais on ne peut pas demander aux travailleurs d'aller à deux meetings de suite, l'un à 10 heures, l'autre à midi. Organiser deux meetings, ça voulait dire s'aligner sur les positions de la CGT, favoriser la division : un meeting dans l'île pour les OS, un meeting place Nationale pour les professionnels et les mensuels. De plus, dans une entreprise de la taille de Renault, un meeting a pour rôle essentiel de donner des consignes, mais à aucun moment il n'est un lieu de discussion et de débat : il fallait organiser des assemblées de département, d'atelier, pour que l'ensemble des grévistes puissent réellement discuter de leurs revendications, de leurs formes de lutte, etc...

Et quand il est devenu clair qu'il n'y aurait pas de généralisation, il aurait fallu organiser la solidarité, la popularisation de la lutte et d'abord auprès des autres